

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=VING&ID_NUMPUBLIE=VIN_100&ID_ARTICLE=VING_100_0097

L'Italie contemporaine est-elle née et a-t-elle grandi contre les Italiens ?

par Gilles PÉCOUT

| Presses de Sciences Po | Vingtième siècle

2008/4 - N° 100

ISSN 0294-1759 | ISBN 9782724631036 | pages 97 à 101

Pour citer cet article :

— Pécout G., L'Italie contemporaine est-elle née et a-t-elle grandi contre les Italiens ?, Vingtième siècle 2008/4, N° 100, p. 97-101.

Distribution électronique Cairn pour les Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'Italie contemporaine est-elle née et a-t-elle grandi contre les Italiens ?

Gilles Pécout

Plus que dans tout autre pays européen, la relation entre l'État et la nation dans l'Italie contemporaine obéit à une grammaire complexe, une syntaxe qui nous éloigne bien vite du lexique facile des stéréotypes journalistiques et des clichés sommairement anthropologiques d'une Italie sans État, d'une nation faible dont les citoyens venus d'une « autre Europe » seraient introuvables ou du moins laissés dans l'ombre caricaturale de l'*homo mediterraneus*.

Au-delà de ces images, c'est le constat d'une difficile rencontre entre l'État et la nation malgré les promesses du Risorgimento – le temps de réveil national et de conquête d'un nouvel État indépendant – qui est au principe des réflexions de Piero Craveri. L'hypothèse selon laquelle l'inadaptation de l'État aux dynamiques sociales serait un mal chronique illustré par « le retour constant d'un modèle politique et étatique rigide s'opposant au dynamisme et à la vitalité de la société » donne d'emblée tout leur prix aux remarques de cet historien, initialement intéressé par la longue durée, par la comparaison franco-italienne et toujours soucieux de confronter le *Sonderweg* italien (voie séparée) à l'aune européenne. À l'heure où un comité de célébration nationale vient d'être nommé sous l'autorité de l'ancien président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, pour préparer, en 2011, les commémorations du 150^e anniversaire de l'Unité, les réflexions de Piero Craveri nous conduisent à parcourir et à soumettre à la discussion les étapes de la rencontre manquée entre un État et sa nation.

Après avoir présenté la parabole de cette impossible rencontre entre État, nation et

société, nous reviendrons sur l'acte de naissance de l'Italie contemporaine comme fondement de l'examen critique de la vie politique actuelle.

État, nation, société, une impossible rencontre ?

De la veille de la naissance du royaume unifié et indépendant à nos jours, les usages et les conventions varient pour évaluer le rapport entre État et nation. C'est d'abord l'image d'une nation forte divisée en plusieurs États et en quête d'un État unique et libre qui l'emporte durant le Risorgimento. Elle laisse place à celle d'un État solidement établi mais déplorant paradoxalement l'absence d'une nation réellement unie après la décennie comprise entre la proclamation du royaume unifié en 1861 à Turin et la célébration de Rome capitale après le 20 septembre 1870. Puis se déploie jusqu'à la guerre de 1915 ce que le philosophe napolitain Benedetto Croce définit comme « l'âge de la prose » de l'Italie contemporaine faisant suite à « l'âge de la poésie »¹.

L'âge de la poésie était-il celui de la nation ? Les travaux récents sur « la nation du Risorgimento »² ont montré la place d'un corpus littéraire homogène autour des images de sainteté, d'honneur et de famille, dans l'élaboration du « canon national » de l'Italie de la première

(1) Benedetto Croce, *Storia d'Italia dal 1871 al 1915*, Bari/Rome, Laterza, 1928 ; trad. fr., *id.*, *Histoire de l'Italie contemporaine*, trad. de l'it. par Henri Bédarida, Paris, Payot, 1929, p. 10.

(2) Alberto Mario Banti, *La nazione del Risorgimento : parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000.

moitié du 19^e siècle. La prose du côté de l'État et la poésie du côté de la nation ? À l'évidence le binôme hérité de l'idéalisme risorgimental est effacé par une autre opposition, plus fondamentale et durable qui veut que la nation désigne la société – une manière de « pays réel » – par opposition au système politique de contrôle des hommes et des richesses. Sa mise en place par une classe qui incarnerait le libéralisme précède la synthèse artificielle et autoritaire de l'État et de la nation réalisée par le fascisme, en attendant la proposition d'un nouvel équilibre démocratique mais instable après la deuxième guerre mondiale.

Piero Craveri part du postulat que l'État ne rencontre que rarement la société italienne, si ce n'est lorsqu'il parvient à harmoniser les principes d'efficacité et d'impartialité. Le seul moment fugace où l'adéquation fonctionne est la première décennie du 20^e siècle. L'État giolittien après la difficile crise économique, sociale et politique de fin de siècle a en effet porté à son paroxysme une administration plus solidaire de la société, avec l'élaboration des premières grandes lois sociales et la mise en œuvre des grands outils statistiques du monde du travail. On pourrait aussi considérer que cette époque est avant tout marquée par un renforcement des pouvoirs de l'État, mais d'un État médiateur dans le domaine social par crainte du radicalisme politique. De la période giolittienne, le fascisme retiendra l'importance de l'État administratif, la nécessité d'élargir les bases démocratiques du système et l'apparence de la médiation, mais sans respect de l'impartialité. La synthèse giolittienne (rationalité/impartialité) aurait également fait défaut au nouvel État républicain jusqu'à la chute de la Première République. L'auteur insiste par ailleurs sur le dogme de la « continuité de l'État » qui a prévalu de façon presque symétrique, du passage de l'État giolittien à l'État fasciste et de celui de l'État fasciste à la Républi-

que. On pourrait ajouter de l'État piémontais à l'État unitaire, en rappelant ce cas extrême d'une transition politique qui se fait sans Constitution nouvelle (puisque le Statuto de 1848 restera en vigueur sous le fascisme) mais au terme de plébiscites au suffrage universel masculin¹. Dans ce cadre, le principal obstacle au bon fonctionnement de l'État nation serait dû à l'assimilation entre centrisme et « transformisme », ce qui revient non pas à critiquer le centrisme en soi, mais à refuser l'appel du centre-gauche et la possible identification de la politique publique à des principes d'assistance sociale, saisis comme rapidement pervertis par la corruption.

Le résultat est la description d'une situation dans laquelle l'État ne fonctionnerait jamais pour la majorité des Italiens, mais toujours de façon partielle et partiale, tout en faisant preuve d'une véritable efficacité bureaucratique. Ce qui justifierait à la fois le déficit de patriotisme de l'opinion publique et expliquerait la recherche de nouvelles solutions : une « nouvelle droite » qui seule, des Ligues à Forza Italia aurait bien compris la « nature de ces changements ». On peut cependant se demander si la confiscation du discours national n'est pas à elle seule la cause du déclin de l'idéologie patriotique. Remarquons *a contrario* que si les Italiens ont « cessé de croire à la nation² » jusqu'à la fin des années 1980, ils ont retrouvé, du centre démocrate-chrétien à la gauche, un catéchisme unitaire progressiste face aux discours sécessionnistes qui ont remis au goût du jour l'Anti-Risorgimento, ressort à peine caché de l'antipolitique en Italie.

(1) À propos de cette absence de transition constitutionnelle, voir les réflexions de Paolo Varvaro, *L'orizzonte del Risorgimento : l'Italia vista dai prefetti*, Naples, Dante & Descartes, 2001.

(2) Gian Enrico Rusconi, *Se cessiamo di essere una nazione*, Bologne, Il Mulino, 1993.

La transition unitaire ou la fondation d'un État fort et centralisé

Le constat d'une crise perpétuelle du système italien incapable d'unir État et société nationale est une histoire entendue qui remonte aux premiers temps d'existence de l'État nation. Cette impossible rencontre malgré la diffusion en Italie comme ailleurs de l'espace public expliquerait la faillite des trois régimes : la monarchie de l'Italie libérale depuis 1861, les deux décennies de fascisme et la République de 1946 à 1992 dont l'auteur brosse à grands traits l'évolution pour laisser, non sans pessimisme, « indéfinie » l'issue du quatrième, la fameuse « Seconde République ».

Cette lecture de l'intégration imparfaite remet en question la transition unitaire. Ses lendemains sont ceux d'une « Italie nation difficile », un pays qui, selon la réflexion pénétrante d'un historien non contemporanéiste mais engagé dans la vie politique de son temps, doit se demander comment mettre en adéquation son passé de nation avec les réalités d'un État moderne¹.

La clé de ce pessimisme tient en une formule désormais usée « l'Italie est faite [mais] il faut faire les Italiens » (« *Fatta l'Italia bisogna fare gli Italiani* ») dont les origines se perdent dans la préface des souvenirs posthumes de Massimo d'Azeglio (1799-1866), l'un des promoteurs piémontais libéraux et modérés du Risorgimento, hostile à la conquête du Sud². Il est compréhensible que l'on renvoie à 1861 et à la fonda-

tion du nouvel État lorsque l'on veut signifier que les maux de l'Italie contemporaine sont imputables à la mesure désormais nationale et péninsulaire des carences de son État. Mais il est tout de même plus étonnant d'oublier l'expérience des États pré-unitaires en matière d'adaptation à la société et de coupure entre pays réel et pays légal, d'autant plus surprenant que l'historiographie récente, dans un cercle vertueux de révisionnisme scientifique, rappelle que l'État unifié n'a pas tout inventé et aurait même dégradé des situations d'équilibre politique et social.

Piero Craveri retrouve dès l'abord les ingrédients de l'intégration manquée qui transformerait presque « l'unité italienne inachevée » en unité impossible des Italiens. Les arguments sociaux et économiques de cette difficile étape renvoient aux inégalités de développement régional et aux conditions de vie archaïques des campagnes pour un espace national marqué par un taux d'analphabétisme jugé alarmant par les fonctionnaires et les responsables politiques après les résultats du premier recensement de 1861. Mais le maître argument est d'ordre politique et concerne l'exiguïté de la classe politique dans un pays qui ne connaîtra le suffrage universel masculin qu'à l'issue des lois et règlements de 1912 et de 1919. Ce milieu politique d'élus nationaux et locaux définit la pratique politique italienne comme un « système de structure oligarchique et clientélaire » selon les termes d'un praticien de l'époque, le Bolognais Minghetti. Et, s'il y a un registre géographique et anthropologique négatif, celui du modèle de « démocratie latine », univers de confusion entre notabilités et élites, c'est évidemment dans le couple « oligarchie et clientélisme » qu'il faut le chercher, en rapprochant la formule de Minghetti du titre que l'un de ses quasi-contemporains espagnols, Joaquim Costa, donne à un réquisi-

(1) Giuseppe Galasso, *Italia nazione difficile : contributo alla storia politica e culturale dell'Italia unita*, Florence, Le Monnier, 1994, préf., p. V-VIII.

(2) Massimo d'Azeglio, *I miei ricordi*, Alberto M. Ghisalbertin (éd.), Turin, Einaudi, 1971. En réalité, la formule n'est pas littéralement présente chez d'Azeglio et son attribution est due au ministre de l'Instruction Martini en 1896, dans Simonetta Soldani et Gabriele Turi (dir.), *Fare gli Italiani : scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, t. 1 : *La nascita dello Stato nazionale*, Bologne, Il Mulino, 1993, p. 17.

toire publié en 1902 : *Oligarquía y caciquismo* (oligarchie et caciquisme)¹.

Pourtant, la transition unitaire a fondé un vrai État, fort et centralisé. Et c'est l'un des mérites de Piero Craveri de rappeler aux non-spécialistes de l'Italie qu'il n'y a rien de moins conforme à la réalité historique de l'Italie libérale que cette image d'un déficit politique et civique provoqué par la discrétion de l'État. Le premier chef de l'exécutif de l'Italie nouvelle, Cavour, veut imposer, dès le printemps 1861, un État à la française. La centralisation n'est ni la simple réadaptation du modèle napoléonien ni une invention de circonstance liée à la précipitation de la transition unitaire, mais l'une des manifestations du libéralisme unitaire réfléchi et mûrie dans le contexte de l'État piémontais. En témoigne le premier projet de loi d'administration communale et provinciale de Cavour et da Santarosa, non abouti en 1858, mais attestant de l'importance des choix de centralisation pour une classe politique libérale piémontaise déjà accoutumée à voir plus loin que les Alpes et le Pô².

Ce que Piero Craveri définit clairement comme un « autoritarisme lié à ce régime politique pyramidale » désigne un processus de centralisation accompagné – au moment de la transition unitaire – d'un usage autoritaire de l'appareil d'État s'étant d'abord incontestablement dirigé contre le Sud et Rome. Selon Raffaele Romanelli³, l'État italien se définit dans les années 1860 par un interventionnisme

extrême dans tous les domaines. Or, pour justifier cet interventionnisme territorial fait de juridictions d'exception, est évidemment brandie la nécessité de lutter contre le brigandage. Et pour ce promoteur de l'histoire sociale de l'État, qui donne crédit à l'observation de Craveri, l'interventionnisme territorial du nouvel État est un obstacle à une réelle intégration des campagnes. Les fonctionnaires, les représentants du préfet, l'armée, la police auraient exercé un rôle propre à paralyser la vie politique locale.

Un État intégrateur

Mais le rapport entre l'État, la nation et la société se résume-t-il à un schéma qui oppose l'État à une société civile ne parvenant plus à croire à la cohésion nationale en raison d'une lutte d'intérêts au bénéfice d'un centre modéré ?

L'État immédiatement postunitaire fut aussi un État intégrateur. Il faut avoir à l'esprit le parallèle que tant de républicains français du début du 20^e siècle aimaient à faire : certes, l'Italie « a mal tourné » à cause de la « guerre douanière », du nationalisme crispin antifrançais et de l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche. Mais cela n'empêche pas de considérer la monarchie libérale comme une sorte de Troisième République à l'italienne, un pays, comme l'écrivent les manuels d'histoire, où l'Unité se serait faite selon les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes issus de la Révolution française (le petit lecteur y voyait immédiatement l'antithèse de l'unité allemande). Cette image pédagogique n'a pas comme seule ambition de nuancer le différend franco-italien : elle illustre le souvenir d'une transition unitaire qui s'est accompagnée, dans de très nombreuses régions de la Péninsule, d'un vrai processus d'intégration autour des vertus et des promesses de l'État libéral. Innombrables sont les signes extérieurs de ce processus qui réussit à nationaliser le décor public et le cadre local et municipal, à généraliser très vite les attributs et

(1) Joaquín Costa, *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno España : urgencia y modo de cambiarla*, Madrid, Imprenta de los Hijos de M. G. Hernández, 1902 ; trad. fr., *id.*, *Oligarchie et caciquisme*, Simon Sarlin (éd.), Paris, Presses de l'ENS, 2008, introd. « L'enquête de 1901 sur "oligarchie et caciquisme" : une mise en scène de la crise du libéralisme dans l'Espagne entre deux siècles ».

(2) Enrico Genta, *Una rivoluzione liberale mancata : il progetto Cavour-Santarosa sull'amministrazione comunale e provinciale*, Turin, Deputazione Subalpina di Storia Patria, 2000.

(3) Raffaele Romanelli (dir.), *Storia dello Stato italiano dall'Unità ad oggi*, Rome, Donzelli, 1995.

les mots de la nation et qui s'attache à diffuser, avec plus de difficultés, l'alphabet dans les campagnes. Certes, l'État n'a pas toujours été à la hauteur de ses promesses et, à la faveur des crises, ce sont des vecteurs de politisation plus conflictuels qui ont tenté d'intégrer les masses.

Il semblerait dommageable de passer sous silence ce rôle intégrateur des forces politiques exclues de l'exercice du pouvoir : les catholiques et les socialistes du 19^e siècle, comme les communistes que la Démocratie chrétienne n'a jamais réellement associés au pouvoir dans ce système de « bipartisme imparfait » (« *bipartitismo imperfetto* ») défini à chaud par Giorgio Galli¹ et remis en perspective historique avec profit par Salvatore Lupo². L'implication des premiers démocrates-chrétiens, des premiers socialistes et des communistes dans la vie associative rurale et citadine a représenté un creuset de politisation populaire qui a diffusé, par défaut et de façon conflictuelle, mais très clairement, certaines des valeurs du libéralisme étatique risorgimental, comme le rôle de l'État sécularisateur, le recours à l'arbitrage des pouvoirs publics, le discours sur l'éducation comme condition de la modernité et du « progrès national » et l'encouragement de la vie associative.

C'est le point d'aboutissement du processus qui suscite les inquiétudes de Piero Craveri. Son constat rejoint les craintes justifiées de Giovanni Sartori et de Gianfranco Pasquino de voir l'espace de la démocratie, en tant qu'espace public, envahi par les partis traditionnels. Mais comment mésestimer la différence historique entre des partis considérés comme légitimement associés au pouvoir et des forces partisans initialement exclues du jeu ayant développé, afin de se légitimer, des

solutions alternatives pour intégrer une société encore inégalement préparée à l'entrée en modernité ?

Notre sentiment est que le degré intense de pénétration de la politique dans le quotidien des Italiens a longtemps donné son alchimie propre à la vie de l'État et de la nation. Un jeune historien britannique arrivé dans l'Italie des années du miracle ne cache pas sa surprise de voir « l'omniprésence apparente de la politique en Italie » ; cette *primacy of politics*³ est intrigante si l'on se rappelle la « parenthèse » fasciste. Elle est moins surprenante si l'on songe que l'image d'une Italie politisée est dominante dans la littérature des voyageurs politiques depuis le 19^e siècle : des descriptions enthousiastes du révolutionnaire russe Herzen, en 1848, au regard froid du conservateur français Taine qui voit partout en 1862 « la politique en pleine fleur en Italie ».

L'Italie biotope de la passion politique ? C'est peut-être le seul des stéréotypes que les observateurs aient parfois volontiers abandonné depuis la fin des années 1980. La réflexion de Piero Craveri nous aura permis de lui redonner un peu de son histoire et, pourquoi pas, de son actualité.

Gilles Pécout est professeur d'histoire contemporaine à l'École normale supérieure de Paris et directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études où il occupe la chaire d'histoire politique et culturelle de l'Italie et de l'Europe méditerranéenne au 19^e siècle. Il a notamment publié *Naissance de l'Italie contemporaine* (Nathan, 1997 ; Armand Colin, 2004) traduit en italien sous le titre *Il lungo Risorgimento* (Mondadori, 1999), *Frontières d'Europe XIX^e-XX^e siècles* (PUF, 2004) et achève une biographie de Cavour (Fayard, à paraître). Il est membre du comité éditorial ou scientifique des revues *Memoria e Ricerca*, *Bollettino di italianistica*, *Journal of Modern Italian Studies* et *European History Quarterly*. (gilles.pecout@ens.fr)

(1) Giorgio Galli, *Il bipartitismo imperfetto : comunisti e democristiani in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1966.

(2) Salvatore Lupo, *Partito a antipartito : una storia politica della prima Repubblica 1946-1978*, Roma, Donzelli, 2004.

(3) Stuart Woolf, « Introduzione », in *id.* (dir.), *L'Italia repubblicana vista da fuori (1945-2000)*, Bologne, Il Mulino, 2007, p. 27.